

Extrême-droite : comment l'AfD a d'ores et déjà changé la vie politique allemande



Selon les derniers sondages d'Infratest Dimap, l'AFD serait à 15% d'intentions de vote et le SPD à 16% si des élections devaient se tenir ce dimanche. Le jeune parti a déjà profondément modifié l'échiquier politique en Allemagne.

Avec Jérôme
Vaillant

Atlantico : Comment l'AFD transforme-t-elle la vie politique au Bundestag ? Quels changements observe-t-on par rapport au passé ? Selon les derniers sondages d'Infratest Dimap, l'AFD serait à 15% d'intentions de vote et le SPD à 16% si des élections devaient se tenir ce dimanche. En quoi l'AFD peut-il réveiller un clivage politique qui a pu paraître inexistant au cours de ces dernières années ?

Jérôme Vaillant : L'entrée de l'AfD au Bundestag avec 94 sièges sur les 709 que compte le parlement fédéral élu le 24 septembre 2017, a moins bouleversé dans l'immédiat le fonctionnement interne du Bundestag qu'elle n'a profondément modifié l'échiquier politique en Allemagne. Avec 12,6 % des voix, l'AfD est aujourd'hui la troisième force politique en Allemagne, son succès est dû à d'importants transferts de voix en sa faveur, près d'un million en provenance des chrétiens-démocrates, près d'un demi-million en provenance des sociaux-démocrates, environ 400.000 en provenance du parti La Gauche et surtout l'AfD a mobilisé 1,2 million d'abstentionnistes et près de 700.000 nouveaux électeurs.

<https://wahl.tagesschau.de/wahlen/2017-09-24-BT-DE/analyse-wanderung.shtml> Voir aussi pour les résultats du scrutin du 24.09.2017 : <https://www.bundeswahlleiter.de/bundestagswahlen/2017/ergebnisse.html>

Ces chiffres font apparaître l'AfD comme un mouvement dynamique capable de mobiliser tous azimuts. En même temps son électorat ne lui est que partiellement acquis [puisque 61% de ses électeurs disaient avoir voté pour lui en raison de la déception que leur causaient les autres partis et seulement 31% parce que son programme les convainquaient](#). Dans un cas comme dans l'autre, leurs principales motivations ont été portées par la crainte du terrorisme et de la criminalité que l'Etat ne combattraient pas suffisamment et par la crainte que les flux migratoires et ce faisant l'islam ne transforment l'Allemagne en profondeur.

C'est bien le succès de l'AfD et le rejet par ses électeurs de la politique migratoire d'A. Merkel qui explique le fort recul des chrétiens-démocrates (-8,6%) et des sociaux-démocrates (-5,2%) le 24.9.2017 et qui conditionne en même temps les difficultés de la chancelière de constituer un nouveau gouvernement. Ces difficultés ont permis à l'AfD de voir croître sans effort particulier les intentions de vote en sa faveur et ce malgré les attaques dont certains de ses membres ont été l'objet dans la presse pour des

déclarations intempestives ou franchement d'extrême-droite voire néo-nazies. La chute vertigineuse du SPD en l'espace de moins d'un an a également contribué à son succès dans les sondages. Martin Schulz a accumulé les erreurs de jugement et les maladresses tactiques quand il a ambitionné d'entrer dans le futur gouvernement de Grande coalition dirigé par A. Merkel malgré l'annonce inverse faite le soir des élections ou quand il a abandonné la présidence du parti pour la remettre à A. Nahles, l'actuelle présidente du groupe parlementaire SPD au Bundestag, sans tenir compte des statuts du parti. Et tout cela alors qu'il avait négocié un contrat de coalition qui porte indubitablement la marque du SPD. Le rejet par l'opinion d'un SPD volatile et volage explique largement l'accroissement de popularité que connaît actuellement l'AfD : celle-ci est aujourd'hui [créditée de 15% des intentions de vote](#) (soit une progression de plus de deux points depuis les élections) contre seulement 16% au SPD (qui perd plus de 4 points) tandis que la CDU/CSU, avec 33%, reste stable. Ce n'est certes qu'un instantané en pleine crise du SPD, mais ces évolutions montrent les ressorts qui font aujourd'hui évoluer l'électorat en Allemagne, un pays où l'on attend avec de plus en plus d'impatience que soit enfin constitué un gouvernement qui exprime la volonté du pays.

□

<https://www.wahlrecht.de/umfragen/>

Ce bouleversement du paysage politique conduit la CSU à se montrer, depuis la nomination de Markus Söder comme futur ministre-président de Bavière, plus agressive envers l'AfD. Tout à fait dans la ligne de Franz Josef Strauss qui dans les années 1970/80 estimait que les chrétiens-démocrates ne devaient pas tolérer la formation de quelque parti que ce soit sur sa droite. Markus Söder dénie à l'AfD le qualificatif de parti « bourgeois » pour la placer dans la mouvance néo-nazie représentée en particulier par son chef de file en Thuringe, Björn Höcke, qui voit, preuve de son extrémisme, dans le monument érigé à Berlin près de la Porte de Brandebourg à la mémoire des juifs assassinés d'Europe, « un monument de la honte ». Dans la perspective des élections régionales à venir à l'automne prochain en Bavière M. Söder veut redonner toute sa place à la CSU en reconquérant l'électeur protestataire de l'AfD.

Tant que le SPD se voyait comme parti d'opposition, il occupait la place que convoitait l'AfD. Si celui-ci parvient à former une nouvelle grande coalition avec la CDU-CSU, le rôle de leader de l'opposition sera dévolu à l'AfD qui semble attendre ce moment pour donner pleinement de la voix au Bundestag et obtenir non plus seulement par le titre mais par la tribune la réputation d'être la seule opposition parlementaire effective au gouvernement fédéral, avant La Gauche et les Verts.

Quels sont les effets produits sur la pratique parlementaire du pays, réputé pour son parlementarisme « apaisé » ?

Avec l'entrée d'un parti populiste tel que l'AfD au Bundestag la question se posait de savoir si celle-ci importerait dans les débats parlementaires ses comportements de « mauvais garçon » comme pouvait le faire craindre l'annonce d'Alexander Gauland de « prendre la chancellerie en chasse » partout où cela serait possible ou si le parlement saurait civiliser le parti en recourant aux mesures de mise au pas que son règlement intérieur met à sa disposition. Les propos xénophobes, racistes ont fait l'objet de rappels à l'ordre mais surtout le Bundestag a refusé avec constance et persévérance, avec régulièrement plus de 540 voix contre, d'élire à son présidium le vice-président que lui proposait l'AfD en la personne d'Albrecht Glaser. Il était reproché à cet homme de 75 ans, un ancien de la CDU, receveur de la municipalité de Francfort/Main, de contrevenir à la constitution en refusant que l'islam bénéficie en Allemagne du droit de toute religion à la liberté de culte. Le conseil des sages du bureau du Bundestag a au mois de janvier exclu qu'un nouveau scrutin puisse être organisé autour de cette candidature que l'AfD se refusait à retirer.

Si une nouvelle grande coalition est effectivement mise en place après la consultation des adhérents du SPD dont il est prévu que les résultats soient publiés le 4 mars prochain, l'AfD deviendra donc dans les faits le chef de l'opposition au Bundestag, un titre qu'aucun texte ne garantit mais que la coutume a doté d'un certain nombre de privilèges, dont le moindre n'est pas d'être le premier parti à prendre la parole après toute déclaration de la chancellerie et même d'être le premier à s'exprimer lors de débats budgétaires.

Jusqu'à maintenant, le groupe parlementaire de l'AfD semble faire le pari de se présenter comme un parti de bon aloi qui connaît et respecte les règles parlementaires, ce en quoi il est aidé par l'expérience d'un nombre non négligeable de ses membres, en l'occurrence plutôt âgés, qui ont déjà exercé dans le passé des fonctions électives. En novembre 2017, l'AfD a voté sans difficulté, à la surprise du plus grand nombre, le renouvellement de trois des sept opérations extérieures de la Bundeswehr arrivées à échéance, elle a, le mois suivant, voté avec l'ensemble du Bundestag la levée de l'immunité parlementaire de deux des siens. Jusqu'au mois de janvier 2018, l'AfD a déposé 24 propositions devant le parlement, ce qui n'est pas énorme et est nettement moins que pour La Gauche ou les Verts, mais témoigne malgré tout de sa volonté de jouer le jeu.

Toute la question est de savoir si ce comportement plutôt civilisé tient au fait qu'en l'absence d'un nouveau gouvernement le travail parlementaire marche au ralenti et que l'AfD attend de pouvoir se présenter comme le seul parti clairement et féroce d'opposition quand sera installée la nouvelle Grande coalition ou si c'est un choix plus fondamental de se donner les traits d'un parti respectable.